

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

\*\*\*\*\*



**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité-Dignité-Travail**

\*\*\*\*\*

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE  
MADAME LE CHEF D'ETAT DE TRANSITION AU  
SOMMET DES CHEFS D'ETATS  
DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA  
REGION DES GRANDS LACS**

**(LUANDA 18 Mai 2015)**

Monsieur le Président de la République d'Angola, Président en exercice de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ;

Messieurs les Chefs d'Etats et du Gouvernement des Etats membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ;

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs;

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs.

Je voudrais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude à son Excellence **José Eduardo DOS SANTOS** Président de la République d'Angola, Président en exercice de la CIRGL et au peuple angolais pour l'accueil particulièrement chaleureux et fraternel qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne depuis mon arrivée à Luanda.

Mes remerciements vont également à l'endroit des Chefs d'Etats membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs qui n'ont ménagé aucun effort pour soutenir la République Centrafricaine dans la situation combien difficile qu'elle a connu à travers les crises militaro-politiques récurrentes, caractérisées par des multiples violations des Droits de l'Homme, la destruction et le pillage des édifices publics et privés, la destruction du tissu économique, la fracture sociale, le déplacement massif de sa population fuyant les exactions.

Permettez-moi d'associer ma voix avec celle de la région pour condamner la tentative de coup d'Etat perpétré au Burundi et réaffirmer notre engagement à trouver des solutions aux problèmes que connaissent nos pays par le dialogue et la concertation.

**Excellence, Mesdames et Messieurs,**

Cette Conférence se tient à une période très délicate que traverse notre espace commun. Je me réjouis de la pertinence du thème retenu à savoir « **la situation sécuritaire et humanitaire dans la Région des Grands Lacs** » avec un accent particulier sur la République du Burundi, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Soudan du Sud et sur la menace grandissante liée au terrorisme dans notre région. Cela témoigne la ferme détermination de l'ensemble des Etats membres de la région à accompagner la RCA dans la recherche des solutions durables et définitives à la crise qu'elle traverse.

Devant la gravité et la complexité de la situation en RCA, les pays de la CEEAC et de la CIRGL, au rang desquels figure l'Angola se sont mobilisés aux côtés de la RCA afin de juguler le chaos dans lequel mon pays était plongé. Soyez donc assurés que le peuple Centrafricain sait apprécier à sa juste valeur cet élan de fraternité africaine et internationale

qui ne nous a jamais fait défaut tout au long des crises à répétition qui ont secoué notre pays.

Monsieur le Président et Cher frère, le peuple centrafricain me charge de vous gratifier de toute sa reconnaissance pour votre accompagnement constant et pour le soutien du peuple angolais tout entier dans ces moments difficiles.

### **Excellence, Mesdames et Messieurs,**

Comme vous le savez, depuis plus de deux ans, la République Centrafricaine est confrontée à des défis sécuritaires dont la complexité et les implications régionales relèvent de notre sécurité collective.

Nous avons vécu des moments particulièrement difficiles, caractérisés par des tensions intercommunautaires qui ont engendré des violations massives des droits de la personne humaine dont les conséquences humanitaires sont incalculables sur les populations civiles, en majorité des femmes et des enfants.

La réunion d'aujourd'hui nous permet d'évaluer et d'apprécier le chemin parcouru vers la paix et la sécurité, la sortie de l'urgence humanitaire, la restauration de l'autorité de l'Etat, la tenue du dialogue politique et l'organisation des élections.

Aujourd'hui, la situation de mon pays connaît une légère amélioration sur le plan sécuritaire grâce à l'appui de la Communauté Internationale au rang de laquelle la Conférence Internationale sur les Région des Grands Lacs. Cette amélioration est surtout le résultat de ma volonté et de ma détermination à mettre en œuvre ma vision de sortie de crise par le dialogue et la concertation permanente.

Mon élection le 20 janvier 2014 à la tête de la Transition, en tant que première femme chef de l'Etat, a marqué un tournant décisif dans l'histoire de mon pays. Ce nouveau départ a ouvert la voie à un engagement plus exprimé de la communauté internationale d'appuyer le processus de sortie de crise en RCA. Depuis cette date, grâce à mon leadership mis au service de mon pays, le paysage politico sécuritaire de la République Centrafricaine a connu une certaine évolution.

Ainsi, ma vision de sortie de crise a permis l'organisation de la concertation à la base ayant abouti à la tenue du Forum National de Bangui, conformément à l'esprit de la rencontre de Brazzaville, organisé sous les auspices du Médiateur International sur la crise en République Centrafricaine son Excellence **Dénis SASSOU NGUESSO**, Président de la République du Congo.

Au cours du Forum national de Bangui qui vient de s'achever, les centrafricains ont eu à débattre des questions relatives à l'avenir de leur pays. Plusieurs recommandations ont été formulées entre autres les questions de sécurité notamment la question du Désarmement Démobilisation, Réinsertion, Réintégration et Rapatriement (DDRRR) et celles liées à la réhabilitation de nos forces de Défense et de sécurité.

Ainsi, je voudrais ici et solennellement me réjouir des engagements courageux pris lors de la réunion du comité interministériel régionale de la CIRGL du 9 au 11 Mars 2015 et la réunion extraordinaire du Comité des Ministres de la Défense de la CIRGL du 12 Mai 2015 tenues à Luanda. Je remercie les Ministres pour le travail abattu et je saisis cette occasion pour confirmer que je souscris à leur recommandation concernant l'assistance à apporter à la République Centrafricaine dans le domaine militaire par l'envoi des experts pour le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de mon pays.

Depuis le déploiement de la Mission Multidimensionnelle et Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) en Septembre 2014 et la montée en puissance de nos forces de défense et de sécurité avec l'appui des forces internationales, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée dans le pays.

Je puis vous rassurer que le gouvernement de transition s'emploie à tout mettre en œuvre pour que les engagements pris avec le soutien de la Communauté Internationale, soient respectés afin d'aboutir à la pacification et la sécurisation du pays et l'engager sur le chemin du développement et du bien-être social.

Sur le plan humanitaire, le nombre des déplacés internes a été réduit. De plus d'un (1) millions en 2014, nous sommes à moins de **400.000** à ce jour sur les différents sites. En ce qui concerne les réfugiés, on constate leur retour progressif en provenance des pays voisins.

Au plan économique, la République Centrafricaine est passé d'un taux de croissance de -37% au fort de la crise en 2013 à 1,6% pour l'année 2014 et les prévisions pour l'année 2015 sont de l'ordre de 4% à 5%.

S'agissant du processus politique, après les pourparlers inter Centrafricains de Brazzaville, il était attendu que le processus de normalisation de la situation en République Centrafricaine se poursuive à travers les autres étapes à savoir les consultations populaires à la base, le forum national de Bangui et la tenue des échéances électorales.

Le forum de Bangui tenu à Bangui du 4 au 11 mai est le résultat d'un processus historique et inclusif qui a permis aux représentants locaux, aux femmes, à la jeunesse et à la société civile de faire entendre leurs voix.

Ce forum a abouti à :

- La signature d'un engagement entre le Gouvernement de transition et les groupes politico militaires pour la libération des enfants soldats,
- La signature d'un accord entre le Gouvernement de Transition et les groupes politico militaires sur les principes de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement et d'intégration dans les corps en uniforme de l'Etat centrafricain.
- L'adoption d'un Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République Centrafricaine.

Si nous avons franchi les trois premières étapes grâce à la volonté du Gouvernement et avec l'appui de la communauté internationale, la dernière étape constitue le défi majeur auquel doit faire face le Gouvernement de la Transition. Ce défi ne saurait être relevé sans une maîtrise de la situation sécuritaire et un financement conséquent des opérations électorales.

Aujourd'hui, les actions phares de l'agenda politique de la Transition ont été menées. Mais je ne perds pas de vue que l'ultime aboutissement de la transition reste l'organisation des élections pour un retour à l'ordre constitutionnel. Bien que je me sois engagée et que j'ai fait le serment dans ma profession de foi de respecter la Charte Constitutionnelle de Transition et de ne pas me présenter aux élections présidentielles prévues se tenir avant la fin de l'année 2015, je demeure persuadée de la nécessité d'aller vite aux élections. Nous ne devons pas perdre de vue l'intérêt et l'importance d'un retour rapide à la légalité constitutionnelle pour notre pays.

J'appelle donc encore une fois les partenaires internationaux à matérialiser tous les engagements pris depuis un an pour mettre concrètement à disposition les moyens nécessaires à l'organisation des élections. J'en appelle aussi à la solidarité des États Membres pour nous appuyer à mobiliser les ressources supplémentaires afin d'assurer l'organisation des élections dans les délais et conditions requis conformément aux recommandations du Forum National de Bangui. Ce défi électoral nécessite un appui de 18 millions de dollars pour combler le gap restant.

En plus du défi électoral nous avons deux autres défis majeurs à relever : le financement du déficit budgétaire où un effort supplémentaire de 22 millions de dollars reste à mobiliser. Ce fonds nous permettra d'assurer le bon fonctionnement de l'Administration, d'affirmer l'autorité de l'Etat entre autre par le déploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire national, la lutte contre l'impunité, le renforcement de la justice et de la chaîne pénale.

Le dernier défi est celui lié à la sécurité et particulièrement le Désarmement, Démobilisation, Réinsertion, et Rapatriement (DDRR) où nous avons besoin d'un financement de 67 millions de dollars.

Aussi, je remercie la CIRGL qui s'est engagée à plaider pour la levée de l'embargo des Nations Unies sur les armes afin de permettre à la République Centrafricaine de reconstituer ses forces de défense et de sécurité afin qu'elles appuient les efforts des forces internationales dans le rétablissement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire.

Comme vous le voyez, il nous faut mobiliser des ressources intérieures pour couvrir les dépenses de souveraineté de l'Etat. Mais comment concevoir cette mobilisation lorsque l'embargo visant les ressources naturelles du pays n'est pas revisité ? Nous pensons que l'état des finances publiques s'améliorerait sensiblement si la sanction visant l'exportation du diamant était appliquée avec plus de discernement.

**Mesdames et Messieurs,**

Notre sommet se tient dans un contexte sous régional particulier, marqué par l'insécurité et les actes de barbarie de plusieurs groupes terroristes tels que le groupe AL SHEBAB, la LRA, les groupes armés non conventionnels qui sévissent en RDC et la secte Boko Haram dont le risque d'infiltration pourrait constituer une menace supplémentaire à notre espace commun.

Devant cette situation sécuritaire grave, seule la solidarité entre nos Etats nous permettra de venir à bout de ce fléau. Enfin, je voudrai proposer qu'une conférence régionale africaine soit organisée à Bangui sur la gestion post crises et le DDDR/RSS. Cette conférence permettra de partager les expériences sur ces questions et particulièrement celle du DDDR/RSS qui est une étape critique dans le processus de sortie de crise.

C'est dans ce sens, que je propose que la CIRGL prennent le leadership dans le plaidoyer auprès des partenaires et ce, en coopération avec la CEEAC, l'Union Africaine, les Nations Unies et d'autres partenaires en vue de mobiliser les ressources financières nécessaire à cet effet.

Avant de finir, je voudrais rassurer le Forum Régional des Femmes de la Région des Grands Lacs, de ma volonté, en tant que femme Chef de l'Etat, de promouvoir une participation plus accrue des femmes dans les sphères de décisions et dans les mécanismes de consolidation de la paix. Nous avons réussi une pleine et effective participation des femmes au dialogue politique et au processus de réconciliation nationale. Les femmes ont ainsi joué un rôle de premier plan tout au long du processus du Forum National de Bangui.

Je ne pourrais terminer mon propos sans réitérer mes vifs remerciements et félicitations au Professeur **Daniel NTUMBA LUABA**, Secrétaire Exécutif de la CIRGL pour son attention particulière dans le suivi de la situation en République Centrafricaine et pour la détermination avec laquelle il a conduit le fonctionnement de notre organisation commune et pour son leadership.

Je vous remercie votre bienveillante attention.